Concilier mixité sociale et proximité de l'école ? A Bruxelles, c'est possible !

Une simulation réalisée sur Bruxelles démontre qu'il est théoriquement possible d'affecter chaque élève à une école proche de son domicile et sans ségrégation sociale.

Il est largement admis que le libre marché scolaire joue un rôle prépondérant dans les mécanismes de ségrégation scolaire et qu'il est, de ce fait, l'un des facteurs explicatifs des inégalités sociales qui caractérisent l'enseignement belge. Depuis plusieurs années, une association belge, l'Appel pour une école démocratique, recommande que les pouvoirs publics proposent d'emblée aux parents une place dans une école qui serait à la fois proche de leur domicile et socialement mixte. Les parents seraient ensuite libres d'accepter ou de refuser cette proposition et, en cas de refus, de recourir au libre marché scolaire (dans la limite des places disponibles bien sûr). L'association fait le pari que si l'école proposée est peu éloignée du domicile et si elle a une composition sociale peu différente des autres écoles, la majorité des parents sera peu encline à rejeter cette proposition rassurante.

La faisabilité d'un tel projet dépend de nombreux paramètres. L'un d'eux tient à la possibilité de combiner les critères de proximité et de mixité. C'est cette possibilité qui a été évaluée par deux chercheurs, Nico Hirtt (Aped) et Bernard Delvaux (Girsef-UCL) et qui fait l'objet d'une publication dans le n° 107 des Cahiers du Girsef. Ils y présentent la mise au point d'un logiciel d'affectation des élèves et son test sur des données relatives à l'enseignement primaire ordinaire de la région bruxelloise.

Les résultats sont très encourageants. Pour les élèves Bruxellois scolarisés en primaire, les chercheurs sont parvenus à ramener la distance moyenne domicile-école à 910 m, contre 1,3 km aujourd'hui. La distance maximale diminue également. Actuellement, 20 % des élèves sont scolarisés à plus de 2 km de leur domicile et 6 % à plus de 4 km. Avec le système d'affectation proposé, la distance maximale est ramenée à 2,8 km. En même temps, le système atteint son objectif principal : abaisser considérablement les indices de ségrégation sociale. Les écoles se différencieraient nettement moins en termes de public scolaire. La dispersion (écart-type) de leurs indices socio-économiques serait en effet réduite de moitié. En d'autres mots, les écoles seraient deux fois moins inégales sur le plan de leur composition sociale. Mieux encore : alors qu'actuellement, 21 % des élèves bruxellois fréquentent des écoles que l'on peut considérer comme des « ghettos de pauvres » et 20 % des « ghettos de riches », le système d'affectation proposé ne laisse subsister aucun « ghetto de pauvres » et il ne reste plus que 6% des élèves dans des « ghettos de riches ».

Il subsiste évidemment de nombreuses interrogations et difficultés avant de pouvoir envisager la mise en œuvre d'un système tel que le propose l'Aped. Il s'agit de trouver des solutions adéquates pour les choix confessionnels, linguistiques et pédagogiques. Il faudra affiner le programme d'affectation en prenant en compte les temps de parcours réels en lieu et place des distances géographiques. Il faut imaginer des solutions pour les élèves qui changent d'école en cours de scolarité. Il faudra surtout développer un argumentaire solide, de nature à répondre aux inquiétudes de parents, et, plus profondément encore, travailler les attentes des parents et des jeunes à l'égard de l'école, pour que celle-ci ne soit plus considérée avant tout comme l'antichambre de la compétition sociale..

Mais les résultats de l'étude démontrent en tout cas qu'il est techniquement possible de concilier proximité et mixité sociale dans un environnement urbain pourtant fortement ségrégué, comme c'est le cas de Bruxelles. Et qu'on ne peut donc pas prendre prétexte de la ségrégation urbaine pour accepter la ségrégation sociale des écoles.